

# LA VICTOIRE CULTURELLE DE L'IMAGINAIRE NÉOLIBÉRAL ET QUELLE(S) RIPOSTE(S) DE GAUCHE ?

par

.....

OLIVIER STARQUIT

LA VICTOIRE CULTURELLE DE LA DROITE EST INDUBITABLEMENT LIÉE À SA CONQUÊTE DE L'IMAGINAIRE : ANALYSER COMMENT ON EST ARRIVÉ À LA SUPRÉMATIE DE L'INDIVIDU PRIVATISÉ PERMET DE DÉGAGER DES PISTES POTENTIELLES POUR UNE RIPOSTE. UNE RIPOSTE QUI NE SE CONTENRERA PAS DE SOLLICITER LA RAISON MAIS QUI DEVRA ÉGALEMENT JONGLER AVEC LES ÉMOTIONS.

**L**ES RÉSULTATS ÉLECTORAUX NE TROMPENT PAS. Berlusconi, Sarkozy : les droites disposent à l'heure actuelle de l'hégémonie culturelle. L'imaginaire de droite est présent partout et a colonisé les esprits de la population ainsi que des représentants des partis qui se réclament de la gauche. Comment y sont-elles parvenues ?

Une armada de *think tanks* a préparé la reconquête<sup>1</sup>. Dans l'optique d'une reconquête de l'hégémonie culturelle, ces boîtes à idées développèrent, à jet continu, un travail idéologique incessant pour nourrir les argumentaires hostiles à l'intervention publique en prônant la déréglementation et la libéralisation des biens et des services.

## LES ARMES DE LA RESTAURATION CONSERVATRICE

L'argumentaire mis en œuvre est certes connu mais il peut s'avérer judicieux de l'évoquer brièvement afin de cerner la méthode mise en œuvre pour attaquer cet état social tel qu'il avait été conçu.

Selon les forces conservatrices, l'accent mis sur les droits aurait transformé nos sociétés en des ensembles composés d'assistés chroniques et aurait tué l'esprit d'initiative, de créativité et d'innovation. A l'inverse, l'individu gagnerait

.....  
<sup>1</sup> Lire sur ce sujet Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Raisons d'agir, Paris, 1998 et Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Fayard, Paris, 2006.

aujourd'hui le droit d'exister uniquement s'il participe et soutient la logique dominante qui veut associer un droit à chaque devoir.

Est ensuite jugé intolérable le rôle de l'État en tant qu'acteur du système de sécurité sociale. La bureaucratie et la corruption guetteraient (alors que c'est précisément l'absence et la faiblesse d'un véritable contrôle public sur l'économie qui favorise l'opacité dans tous les secteurs d'activité; la crise financière illustre à merveille ce constat).

L'État social devrait en outre se muer en un état minimal, réduire sa voilure et laisser le marché opérer. C'est le chant du cygne du *Nanny State* (l'état qui pouponne et dorlote le citoyen ainsi infantilisé). Son rôle devrait se cantonner à la création d'un environnement favorable à la liberté du marché.

Et enfin, puisque cette liberté du marché est devenue fondamentale, tout doit être mis à son service: la libéralisation, la déréglementation et la privatisation en constituent la suite logique et les services publics doivent à tout prix ne pas constituer un obstacle à la concurrence libre et non faussée.

Cette pensée va ainsi prendre pied auprès de segments importants des forces politiques, sociales et culturelles modérées, voire progressistes (qui défend encore les services publics aujourd'hui?).

Tout ce processus va induire une marchandisation générale et une mutation des services publics.

Si la logique néolibérale a poussé à une mutation de l'appareil d'État, elle a également promu une métamorphose du rôle, de l'attitude et du comportement du citoyen en encourageant certaines capacités, aptitudes et valeurs et en en déclassant d'autres afin de créer un nouvel habitus<sup>2</sup>, un nouveau sens commun centré sur le consommateur et le marché.

Car le développement illimité de l'économie de marché exige la transformation progressive de l'être humain en consommateur. L'acceptation de l'ordre social par les populations occidentales est ainsi désormais assurée moins par la répression que par la séduction. «Les données macroéconomiques dépendent largement de la manipulation des rêves et des aspirations».<sup>3</sup>

Le citoyen devient un individu solitaire, «libéré» de l'État, assuré de manière privée contre tout incident. Le citoyen se mue en un sujet économique, invité désormais à se penser comme une entreprise à l'affût des opportunités de profit dans un contexte de concurrence totale et permanente. La vie politique et la morale, le lien éducatif, les rapports quotidiens, la conception même que l'individu se fait de lui-même sont profondément affectés par cette généralisation de la forme entrepreneuriale. Les critères d'efficacité et de rentabilité, les techniques d'évaluation, s'imposent partout comme autant d'évidences in-

<sup>2</sup> «Phénomènes d'habitude sociaux qui peuvent se produire sans que ceux qui y participent en aient conscience» (André Lalande, *Dictionnaire technique et critique de la philosophie*, Paris, PUF, 1997). Notion présente depuis l'antiquité grecque, mais popularisée en France par Pierre Bourdieu.

<sup>3</sup> Mona Chollet, «Le moral des ménages», *Manière de voir* n°96, décembre 2007, p 4.

discutables. Le sujet moral et politique se réduit à un calculateur enjoint de choisir en fonction de son intérêt propre.

L'*homo œconomicus*, entrepreneur de lui-même ne connaît que l'égoïsme et ignore la dimension de la gratuité du don. Le citoyen qui avec ses concitoyens déterminait des choix collectifs par le vote, définissait un bien public, cède la place au sujet individuel, calculateur, consommateur et entrepreneur, qui poursuit des finalités exclusivement privées dans le cadre de règles générales organisant la compétition entre tous les individus.

Cette évolution suscite quelques commentaires: «Le projet politique néolibéral dépasse de très loin le seul cadre de la politique économique. Elle ne se réduit pas à la réactivation du vieux libéralisme économique, encore moins à un retrait de l'État ou à une diminution de son interventionnisme. Elle est conduite par une logique normative qui concerne tous les champs de l'action publique et tous les domaines de la vie sociale et individuelle. Fondée sur l'anthropologie totale de l'homme économique, elle met en œuvre des ressorts sociaux et subjectifs spécifiques, la concurrence, la «responsabilité», l'esprit d'entreprise, et vise à produire un sujet nouveau, l'homme néolibéral. Il s'agit en somme de produire un certain type d'homme qui serait apte à se laisser gouverner par son propre intérêt.»<sup>4</sup>

### IMAGINAIRE ET MENTALITÉS

La droite a gagné par sa conquête de l'hégémonie culturelle le grand affrontement des valeurs.

Ainsi, présentés comme une intrigue facile à comprendre, les enjeux politiques mobilisent des émotions comme la peur, la solitude ou le besoin de protection.

C'est la grande force de la *success story*: même lorsqu'on a conscience de ses ficelles un peu grosses, on ne peut se défendre d'éprouver un petit frisson à son contact. Ses ressorts narratifs sont si familiers...

L'industrie du rêve ne donne pas envie au rêveur de s'organiser avec les autres pour améliorer ses conditions d'existence, mais plutôt de trouver le moyen de fausser compagnie à tous ces losers. Pourquoi mettre en place des politiques égalitaires, redistribuer les richesses, garantir à tous des conditions de vie décentes et épanouissantes, quand on peut se contenter d'accréditer la fable selon laquelle «si on veut vraiment réussir, on peut»?

Cet art de se raconter des histoires, cet art de faire rêver les pauvres est aujourd'hui devenu une arme de distraction massive à même non seulement de formater notre rapport à la réalité, mais de fabriquer le réel. Tandis qu'auparavant l'art de la fiction était un art des possibles pour l'homme, le *storytelling* clôt notre imaginaire et organise son assujettissement.

<sup>4</sup> Christian Laval, «Penser le néolibéralisme», *Revue Internationale des Livres et des Idées*, n° 2, novembre-décembre 2007, p 14.

Désormais, le travailleur s'identifie aux riches, et il se compare à ceux qui partagent sa condition: l'immigré toucherait des allocations et pas lui, le chômeur ferait la grasse matinée alors que lui « se lève tôt » pour aller trimer ...

Toutes ces histoires, dont on bombarde une population harassée par la précarité et l'angoisse du lendemain, véhiculent un seul message: pourquoi vouloir changer l'ordre des choses ou se soucier d'égalité si, à n'importe quel moment, un coup de chance ou vos efforts acharnés, ou une combinaison des deux, peuvent vous propulser hors de ce marasme?

« Le ressentiment se voit dévié de sa cible légitime et un cercle vicieux se fait jour: plus ses conditions de vie se dégradent, plus le citoyen vote pour des politiques qui les dégraderont encore plus »<sup>5</sup>

Mais la *success story* est porteuse de l'espoir que chacun a de faire quelque chose de sa vie. Ce que l'on peut interroger et contester c'est le contenu que le modèle dominant donne à ce quelque chose. Et il est pertinent de se demander si, à ne pas vouloir se salir les mains avec le problème des représentations de l'imaginaire, les progressistes n'ont pas laissé l'ennemi les définir.

Ainsi, le loto n'a-t-il pas su récupérer les « rêves de transformation » que la politique ne savait plus nourrir; sachant à merveille « parler au désir, pas à la raison, [le loto] marche parce qu'[il] est une fausse promesse, mais une promesse tout de même ». <sup>6</sup>

Pour citer Stephen Duncombe: « qu'ont donc les célébrités que nous n'avons pas? La richesse, les loisirs, la beauté. Traduit en terme d'accès et non d'excès, cela donne du pain bénit pour les progressistes: de meilleurs salaires, des semaines de travail plus courtes, des vacances règlementaires et des soins médicaux et dentaires universels ». <sup>7</sup>

La croisade idéologique de la droite fut une gestation de plusieurs décennies dont la matrice sociale a enfanté la variante standardisée d'*Homo œconomicus* dont le système avait besoin, « c'est-à-dire un type d'individu médiocre à tous égards, dont le principal voire l'unique souci en ce monde, c'est « la gagne », la réussite personnelle par les voies les plus courtes, le critère universel de cette réussite étant l'argent qui donne accès à toutes les consommations et permet de faire de l'existence un long fleuve de plaisirs distinctifs ... sur les rives duquel croupissent les pauvres ». <sup>8</sup>

C'est sous cet angle, effectivement, qu'il faut analyser la faiblesse actuelle de la gauche: sous l'angle d'un problème avec l'imaginaire. L'industrie du spectacle, qui produit les histoires et les mythes contemporains les plus puissants,

<sup>5</sup> Mona Chollet, « L'art de faire rêver les pauvres », *Le Monde diplomatique*, avril 2007, p 3.

<sup>6</sup> Mona Chollet et Thomas Lemahieu, « Le progressisme à l'épreuve de la fiction », <http://peripheries.net/article323.html>

<sup>7</sup> Stephen Duncombe, *Dream: re-imagining progressive politics in an age of fantasy*, New York, The New Press, 2007, p 108, ma traduction.

<sup>8</sup> Alain Accardo, « L'an 1 de Nicolas Sarkozy », *Le Sarkophage n°7*, 12 juillet -13 septembre, p 8-9.

est le plus souvent en affinité profonde avec l'ordre du monde. Ils en colportent les valeurs et la vision du monde. Ce rouleau compresseur culturel rend presque impossible la tâche de la gauche - ou du moins d'une gauche qui se voudrait fidèle à ses valeurs.

Idées, rêves, représentations: c'est tout l'univers mental de la gauche qui est aujourd'hui anémié et discrédité. Pour des raisons en partie externes, et en partie internes. L'une des tâches les plus urgentes et les plus passionnantes pour les années à venir pourrait être de rassembler tous les éléments épars qui permettraient de rebâtir un modèle, un ensemble de références simplement vivant, cohérent et crédible.

### LA QUESTION MAJEURE : COMMENT FAIRE ?

L'imaginaire marchand et le règne de la marchandise empêchent d'imaginer une quelconque possibilité de sortir du capitalisme et empêchent par conséquent de vouloir en sortir.

Depuis quelques temps, nous assistons à une capitulation progressive de l'argumentaire de gauche face à une droite qui semble devenir la seule norme acceptable. Un univers mental a toujours tendance à persévérer dans son être et ne renonce jamais de lui-même sauf si des forces extérieures l'y contraignent. Dès lors, n'est-il pas important et opportun de revenir sur le rôle de l'État et de le réhabiliter?

Pour contrer cet imaginaire, il faut briser le fatalisme qui produit l'abstention et le recul du politique. Il faut s'appuyer sur la souveraineté populaire et pour ce faire réhabiliter l'État, non pas comme horizon indépassable mais comme espace de réappropriation de la démocratie. Il ne s'agit évidemment pas de revenir à un centralisme étatique autoritaire mais de remettre la puissance publique au service de l'intérêt général ; l'État reste indispensable pour planifier une rupture avec le modèle capitaliste, organiser le débat public et construire un cadre de société émancipateur.

L'utopie est nécessaire à l'homme. Sans rêves, il meurt. Notre moteur, ce sont nos envies. Alors qu'est-ce qui pourrait bien faire bouger la gauche? Que peut-on proposer comme utopies pour combattre les idées néolibérales (c'est-à-dire capitalistes) dont nous sommes tous devenus des prisonniers? Est-il illusoire de sortir la boîte à outils et de vouloir construire ensemble un projet?

L'urgence est à la dépollution des esprits et dans ce cadre, il faut réfléchir aux limites anthropologiques du capitalisme de marché. Dans le domaine de l'imaginaire culturel, il faut repartir à l'offensive et arrêter de jouer selon les règles du jeu imposées par l'adversaire et dont il garde jalousement les clés et la détention de l'arbitrage.

A titre d'exemple: une des raisons pour lesquelles il est aujourd'hui extrêmement complexe et courageux de prendre fait et cause pour l'impôt et les services publics est aussi liée au travail de sape des néolibéraux dans leur conquête de l'imaginaire: par le recours à des phrases toutes faites et à une argumentation à

l'emporte-pièce (« trop d'impôt tue l'impôt » ; « la rage taxatoire »), ils ont ainsi réussi à imposer leur vision de la réalité dans le vocabulaire et les métaphores dont usent à longueur de journée la presse, l'école, les jeux vidéos, le cinéma ou les feuilletons télévisés.

### LA DÉCENCE ORDINAIRE

Il convient aussi de solliciter les qualités que George Orwell<sup>9</sup> n'a jamais cessé de mettre en exergue dans ses romans et dans ses essais et qu'il subsumait sous le vocable de *Common Decency*, soit un ensemble précis de vertus traditionnelles telles par exemple que l'honnêteté, la générosité, la loyauté, la bienveillance ou l'esprit d'entraide et que l'on pourrait traduire par honnêteté élémentaire ou décence commune ou ordinaire.

La question à explorer est celle de savoir si une entreprise politique de rénovation sociale pourrait s'appuyer sur cette ensemble de vertus. La décence ordinaire pourrait ou devrait alors être conçue comme une sorte de principe pour l'édification d'une société nouvelle, plus égalitaire et fraternelle, dont les objectifs seraient d'aboutir à une transformation réelle des institutions politiques et des formes sociales et à mettre fin aux inégalités sociales, économiques et culturelles.

### LA SOCIÉTÉ AUTONOME

Outre la décence ordinaire, le concept d'autonomie développé par Cornelius Castoriadis<sup>10</sup> peut également nous aider à la construction de ce contre-modèle.

Comme nous l'avons vu, toute la vie politique sous l'égide du modèle néolibéral vise précisément à désapprendre à gouverner. Les gens s'habituent à suivre des options que d'autres leur présentent ou à voter pour elles. Or, l'expression *res publica* devrait nous rappeler que la chose publique est l'affaire de tous et qu'elle cesse de l'être quand tous les citoyens ne sont pas en mesure d'en décider en connaissance de cause, ce qui arrive dès que les experts qui s'en chargent peuvent dissimuler les données pertinentes grâce auxquelles on pourrait contrôler leur gestion.

Pour contrer cela, Castoriadis met en avant le projet d'autonomie individuelle et collective, soit le « projet d'une société où tous les citoyens ont une égale possibilité effective de participer à la législation, au gouvernement, à la juridiction et finalement à l'institution de la société »<sup>11</sup>. Ce projet, qui est en même temps un processus, vise à aider les êtres humains à devenir les plus autonomes et les plus créateurs possibles.

- .....
- <sup>9</sup> Ecrivain anglais (1903 -1950) connu surtout pour ses romans 1984 et *La ferme des animaux*.
- <sup>10</sup> Philosophe, économiste et psychanalyste français d'origine grecque (1922-1997), défenseur du concept d'« autonomie politique »
- <sup>11</sup> Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive, entretiens et débats 1974-1997*, Paris, Le Seuil, 2005, p 18.

Une société autonome ne peut être formée que par des individus autonomes\*. Et des individus autonomes ne peuvent vraiment exister que dans une société autonome, une société dont les institutions ne sont pas intangibles.

Dans ce cadre, à l'opposé du projet de dé-démocratisation, l'objet de la politique serait de « créer des institutions qui, intériorisées par les individus, facilitent le plus possible leur accession à leur autonomie individuelle et leur possibilité de participation effective à tout pouvoir existant dans la société ». <sup>12</sup>

Ainsi, puisque être un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire et consommer, mais aussi apprendre à vivre ensemble, comprendre les enjeux de notre société et participer à la vie politique, le défi auquel se trouve confronté la démocratie est de définir un contre-projet fondé sur une autre rationalité morale et politique. Le projet de société autonome joint aux services publics permet d'avancer dans cette voie.

### LE SERVICE PUBLIC POUR LA DÉMOCRATIE : TROIS EXEMPLES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE

Le droit à l'éducation est essentiel parce qu'il permet de développer l'esprit critique, de forger le plus librement possible son opinion, de créer du lien social. Du point de vue de l'émancipation des citoyens, les effets du système scolaire laissent à désirer. Telle qu'elle fonctionne, l'école encourage une véritable infantilisation parce qu'elle a pour but d'imposer la soumission inconditionnelle à des principes et à des normes extérieurs (quel contrôle les élèves ont-ils sur l'organisation de leur cursus?). Elle induit également une « impuissance des élèves dépossédés de tout rapport autonome aux savoirs ». <sup>13</sup>

La presse et les médias aussi méritent toute notre attention. Haut parleur de la haute finance, lubrifiant du capital, disait Marx, l'information est passée sous la coupe des marchés. Or, il n'y a pas de liberté d'expression réellement possible sans opinion dûment informée.

En France, l'ordonnance du 26 août 1944 garantissait une séparation nette entre la logique capitaliste et la logique de l'information ; la concentration des pouvoirs entre les mains d'industriels et de financiers devait être impossible.

Evoquer une déprivatisation de la presse peut passer pour une utopie, voire pour une hérésie. George Orwell le soulignait déjà en 1947 : « il semble que nationaliser la presse serait du « fascisme » alors que la « liberté de la presse » consiste à permettre à quelques millionnaires de contraindre plusieurs centaines de journalistes à falsifier leurs opinions ». <sup>14</sup>

<sup>12</sup> Cornelius Castoriadis, *Le monde morcelé (Carrefours du labyrinthe III)*, Paris, Le Seuil, 1990, p 150.

<sup>13</sup> Charlotte Nordmann, *La fabrique de l'impuissance 2, l'école entre domination et émancipation*, Paris, éditions Amsterdam, 2007, p 17. Lire aussi Nico Hirrt, *L'école de l'inégalité*, Bruxelles, Labor, 2004.

<sup>14</sup> George Orwell, *A ma guise, chroniques 1943-1947*, Agone, 2008, p 445. Lire aussi : Geoffrey Geuens, *L'information sous contrôle, Médias et pouvoir économique*, Bruxelles, Labor, 2002.

\* C'est tout le projet de pédagogie active de Célestin Freinet...

« Chacun s'accorde pour dire que la presse de qualité est également un bien public car elle revêt une importance capitale pour la vitalité et le ressort de la démocratie. Mais ces propos sont de plus en plus creux. Si l'approvisionnement en énergie et les soins de santé sont des biens publics pour lesquels les pouvoirs publics ont une responsabilité et une mission, c'est alors également le cas pour la presse de qualité. Par conséquent, le seul point de débat qui subsiste est le suivant, a récemment écrit Jürgen Habermas : à savoir la question pragmatique de savoir comment les pouvoirs publics peuvent aider le plus efficacement la presse de qualité ». <sup>15</sup>

Cette question essentielle pour la démocratie pourrait dans un premier temps se traduire par un « changement de statut des entreprises de média. Elles doivent devenir des entreprises à but non lucratif... on pourrait également envisager d'interdire à une personne physique ou morale de détenir plus d'un média ». <sup>16</sup>

Citons également en vrac quelques initiatives qui offrent une résistance au rouleau compresseur du néolibéralisme dans le domaine de l'édition : création d'une coopérative de lecteurs en Suède (*Ordfront*), l'Université de South Illinois prête des bureaux aux *Dalkey Archive*, l'université de Columbia a hébergé *The New Press*, *Raisons d'agir* a été créé au Collège de France, et le gouvernement de Norvège achète chaque année des livres distribués aux bibliothèques.

En somme et en résumé, la question qui nous préoccupe est de savoir si nous souhaitons « éduquer une génération de consommateurs égocentrés ou une génération capable de résister radicalement à cette logique et de reprendre à son compte, sous les formes qui seront les siennes, l'idéal d'une société réellement humaine » ? <sup>17</sup>

OLIVIER STARQUIT, Décembre 2010

.....  
<sup>15</sup> Paul Goossens, « Gevraagd : Staten-Generaal van de schrijvende pers », *De Morgen*, 06/12/2008, ma traduction

<sup>16</sup> Jean Sloover, « Tous les médias ne sont pas de droite ! quoique. Entretien avec Mathias Raymond », *Espace de Libertés*, décembre 2008, pp 24-25.

<sup>17</sup> Jean-Claude Michéa, *La double pensée, retour sur la question libérale*, Champs Flammarion, 2008, p 28.



**Barricade** se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale. Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques. Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. À l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement auto-gestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

[www.barricade.be](http://www.barricade.be)

## POUR ALLER PLUS LOIN

### Livres

Wendy Brown, *Les habits neufs de la démocratie mondiale*, Les prairies ordinaires, 2008.

Mona Chollet, *Rêves de droite, défaire l'imaginaire sarkozyste*, éditions Zones, 2007.

Yves Citton, *Mythocratie, storytelling et imaginaire de gauche*, éditions Amsterdam, 2010.

Stephen Duncombe, *Dream- Re-imagining Progressive Politics in an age of Fantasy*, The New Press, 2007.

Collectif *Manifeste Utopia*, éditions Parangon, 2008.

Jean-Claude Michéa, *La double pensée, retour sur la question libérale*, Champs Flammarion, 2008.

Christian Salmon, *Storytelling*, La Découverte, 2007.

Olivier Starquit, *L'individu privatisé, le service public pour la démocratie*, Espace de Libertés, 2009.

Jérôme Vidal, *La fabrique de l'impuissance, la gauche, les intellectuels et le libéralisme sécuritaire*, éditions Amsterdam, 2008.

